

L'appel de la horde

Je ne suis pas une PME. Plaidoyer pour une université publique, de Normand Baillargeon, Poètes de Brousse, « Essai libre », 91 p.

Frédérique Bernier

Numéro 244, printemps 2013

Le savoir capital

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69383ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bernier, F. (2013). L'appel de la horde / *Je ne suis pas une PME. Plaidoyer pour une université publique*, de Normand Baillargeon, Poètes de Brousse, « Essai libre », 91 p. *Spirale*, (244), 42–44.

de prendre résolument et audacieusement parti pour la gratuité scolaire.

Une conception davantage collective lui permettrait de défendre de manière plus conséquente la gratuité scolaire à partir d'une autre définition de l'étudiant et de son rôle en société. Dans les années 1960, le syndicalisme étudiant, à l'UNEF en France, à l'UGEQ au Québec, concevait l'étudiant comme un « *jeune travailleur intellectuel* », devant se consacrer à ses études à plein temps, grâce à la gratuité et même à ce que l'on appelait alors le « *pré-salaire étudiant* ». Il était appelé à rembourser par la suite sa « *dette* » par les impôts bien entendu, mais aussi en tant que professionnel socialement responsable (mettant ses compétences juridiques au service des démunis, ses compétences médicales

à la disposition des défavorisés, sur le plan social et géographique, etc.).

Utopie, dira-t-on. Pour une part assurément, car une telle conception implique forcément un changement de société, le dépassement de la société libérale, et évidemment de la néolibérale qui en a pris le relais aujourd'hui, quelque chose comme une révolution. Songerie romantique dans le contexte actuel, on en conviendra, mais dont on aurait peut-être intérêt tout de même à s'inspirer dans l'élaboration d'une idée d'université véritablement différente pour une société demeurant elle-même à transformer. L'entreprise implique un double pari et une lutte sur les deux fronts. C'est la condition de son avenir. †

L'appel de la horde



PAR FRÉDÉRIQUE BERNIER

JE NE SUIS PAS UNE PME.
PLAIDOYER POUR UNE UNIVERSITÉ PUBLIQUE
de Normand Baillargeon
Poètes de Brousse, « Essai libre », 91 p.

J'ai fait un rêve, ce dernier printemps : des collines de l'Université, des professeurs descendaient en hordes tels des barbares pour brûler sur la place publique leur chèque de subventions de recherche en scandant bruyamment des slogans délirants : « *Le productivisme tue la vie de l'esprit* » ; « *Nous en avons assez d'être complices de la marchandisation du savoir* » ; « *Sus au capitalisme cognitif* ». Ce grand autodafé de la recherche subventionnée n'a, bien sûr, pas eu lieu et ce, sans doute, pour autant de bonnes que de mauvaises raisons. Renoncer à ses fonds de recherche serait assurément un peu primaire (ou primitif, comme la horde), voire ridicule, selon le pragmatisme et le bon sens qui prévalent, parce qu'un tel coup d'éclat ferait fi des coûts réels de certaines recherches fondamentales qui sont justement menacées par les temps qui courent. Voilà sans doute pourquoi — si plusieurs professeurs des universités québécoises se sont solidarisés avec la lutte étudiante et ont fait entendre leur résistance face au dévoiement marchand de la mission de leur institution — aucun d'entre eux (à ma connaissance, du moins) n'a saisi l'occasion de l'effervescence de la réflexion autour des universités et de leur financement pour accomplir un geste en ce sens. Pourtant, dans un monde où il est désormais largement entendu que n'a de valeur que ce qui a un prix, seul peut-être un geste comme celui-là, soutenant de façon claire et directe l'idée de la gratuité de la vie intellectuelle, aurait pu symboliser une véritable mise en cause de cette

logique marchande. En vertu de la totale intempestivité de la logique sacrificielle à sa source, ce geste aurait peut-être pu faire appel à ce qui reste de sacré dans le rapport des universitaires au savoir et à la pensée.

L'ESSAYISTE ET LE PARIA

Le rationalisme et le laïcisme bien connus de Normand Baillargeon le font loger à mille lieues de cette douteuse contrée mythique où s'aventurent malencontreusement les fantasmes décrits ci-dessus. Mais si ce petit livre n'emprunte pas directement cette voie peu rationnelle dont l'évocation fera sans doute sourciller son auteur, la formule qui lui sert de titre « *Je ne suis pas une PME* » fait néanmoins écho à mon délire sacro-religieux en ce qu'elle pointe directement le danger (la réalité ?) de la mutation des professeurs en simples gestionnaires de fonds de recherche et qu'elle engage d'entrée de jeu une subjectivité dans une forme de renoncement. Que ce « *plaidoyer pour une université publique* » coûte cher à celui qui l'énonce et ait, dans le contexte actuel du champ universitaire, une dimension quasi sacrificielle, il n'est qu'à lire la toute première ligne de cet opuscule pour le vérifier : « *Je crains que ce petit ouvrage ne me vaille pas beaucoup d'amis à l'université, mais il est vrai que je n'en ai déjà plus tellement.* » S'adressant ici aux camarades qu'il lui reste vaille que vaille « *dans cette noble institution* » et ne se

réclamant, tel Montaigne, « *que de quelques lectures et de ses propres observations* » pour livrer un « *examen consterné* » de la mutation de l'université, c'est bien en essayiste que l'universitaire prend la plume ici. L'auteur évoque d'ailleurs au passage la disparition du genre de l'essai de la production universitaire légitime parmi les dommages collatéraux de cette transformation de l'université en « *complexe industrialo-académique* ». De façon plus générale, « *une certaine vie intellectuelle devient parfois extrêmement difficile et son exercice peut être carrément nuisible à une carrière* », signale l'auteur. À cet égard, le « *témoignage* » de Baillargeon, s'il est « *livré sans hargne ni rancune, mais aussi sans complaisance* », est assurément marqué par l'occupation assumée des marges de son propre département (Sciences de l'éducation de l'UQAM). La voix dont l'inquiétude se fait entendre ici est peut-être déjà celle du paria. Le sacrifice a, semble-t-il, déjà eu lieu.

DU CONFLIT CIVILISATEUR À LA BONNE ENTENTE DÉVASTATRICE

Se réclamant d'une université conçue depuis ses origines médiévales comme « *assemblée libre et autonome* » où cherche à s'accomplir, selon la définition de Humboldt, « *la vie de l'esprit de ces êtres humains qui [...] sont portés vers la recherche et l'étude* », Baillargeon s'attelle d'abord à décrire brièvement le changement de paradigme de cette « *université-institution* » vers « *l'université-organisation* », transformation qui, souligne-t-il après Michel Freitag et quelques autres penseurs (Gilles Gagné, Aline Giroux, Jean Pichette, Éric Martin et Maxime Ouellet, pour en nommer quelques-uns), engage rien de moins qu'une « *mutation civilisationnelle profonde, aux effets marquants, potentiellement irréversibles* ». Comme ces auteurs, Baillargeon insiste sur la perversion de la mission fondamentale de l'université par « *l'adoption [en son sein même] d'un paradigme commercial et entrepreneurial* ».

À la différence peut-être des analyses de Freitag qui semblent parfois supposer un âge d'or où « *l'idéalité civilisationnelle* » et la « *fonction transcendante* » de l'université auraient été à l'abri des pressions du pouvoir ou des simples « *exigences fonctionnelles de la réalité socio-empirique*¹ », l'histoire de l'université apparaît sous la plume de Baillargeon comme « *l'histoire d'un conflit pérenne entre deux principes — celui, interne, de la vie de l'esprit, et celui, externe, des diverses exigences de "rentabilité" — et de sa résolution sous la forme de réajustement constants* ». Rejoignant en cela les réflexions de Charlotte Nordmann pour laquelle les institutions d'éducation se trouvent toujours à croiser une logique d'émancipation et une logique de consolidation des pouvoirs et des hiérarchies², l'opus de Baillargeon a comme intérêt premier de mettre en évidence la fragilité de l'équilibre qui permet à une université de demeurer fidèle à sa mission : « *Sans aucunement nous leurrer sur ce que fut historiquement l'université, à savoir une institution largement au service des pouvoirs, nous pouvons reconnaître, d'une part, l'importance et la valeur intrinsèque de ses accomplissements tandis qu'elle poursuit sa mission propre, et, d'autre part, le potentiel émancipateur de cette*

dernière. » Nul besoin, en effet, de supposer que l'université ait été même un seul jour absolument pure et vierge de toute compromission en lien avec les pouvoirs qui l'ont financée (l'Église, l'État ou l'Entreprise) pour exiger qu'elle demeure précisément en conflit avec ces instances plutôt que d'avaliser entièrement leurs intérêts.

Or c'est précisément de la dissolution de ce « *conflit pérenne* » au profit de la bonne entente généralisée entre les recteurs, les conseils d'administration des universités, les gouvernements et le milieu des affaires que témoignent maints exemples signalés dans le livre de Baillargeon, exemples qui illustrent cette nouveauté : l'adoption par les institutions universitaires elles-mêmes « *des normes, des principes et des modes de fonctionnement* » de l'industrie et des institutions économiques. Il n'est qu'à avoir mis le nez dans les documents préparés par le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur en vue du Sommet sur l'éducation de février 2013 pour se convaincre de la mainmise ahurissante de cette logique, de son vocabulaire (« *compétitivité* », « *innovation* », « *excellence* », « *performance* », « *partenariat* ») et du caractère massif de cette sommation à l'adaptation fonctionnelle, sous le couvert apparemment noble de l'expression-mantra « *société du savoir* ». Tout se passe en fait comme si la vie universitaire, dont certains secteurs restent pourtant à bien des égards absolument étrangers à une logique de type économique et commerciale, était désormais tout à fait soluble en elle dès lors que la qualité de l'enseignement et des programmes est mesurée à l'aune de leur capacité à attirer la « *clientèle étudiante* » et que l'activité intellectuelle qui y a cours ne connaît d'autre « *étalon-or* » que la recherche subventionnée.

DE LA CONTEMPLATION DÉSINTÉRESSÉE À L'AGITATION SUBVENTIONNÉE

Le livre de Baillargeon présente ainsi un survol des divers effets de cette transformation de l'université en « *organisation* » au sein des trois secteurs d'activités qui définissent la vie universitaire : la recherche, l'enseignement et les services à la communauté. Décrivant et citant des exemples aussi inquiétants que probants de l'accaparement des objets et des résultats de la recherche universitaire par l'entreprise privée (surtout dans les domaines médicaux, pharmaceutiques et techno-scientifiques), mais aussi par des corporations professionnelles et par le gouvernement (dans les sciences de l'éducation, notamment), Baillargeon déplore également la quasi-disparition du « *contemplative scholar* » au profit du « *chercheur à la spécialisation étroite* » dans des domaines comme les arts et les humanités où la recherche subventionnée est devenue la norme alors qu'elle devrait être l'exception « *puisque on ne peut pas (et c'est tant mieux) obtenir de subvention pour lire Platon, pour étudier Dewey, pour comprendre le concept d'endoctrinement ou pour méditer sur ce que signifie le fait d'éduquer* ». Cette spécificité du travail intellectuel « *contemplatif* » n'a pas réussi à assurer aux humanités une autonomie enviable puisqu'on a trouvé le moyen, en appelant tout du même nom de « *recherche* », de soumettre ces domaines

aux mêmes obligations de rendement (tant d'articles, tant de colloques) et à la même absurde « assurance-qualité » par le financement. Ainsi, comme le souligne Baillargeon, « [il] fut peut-être un temps où une recherche était subventionnée parce qu'elle avait de la valeur, mais nous sommes entrés dans un monde où elle a de la valeur parce qu'elle est subventionnée ». Sonnant pratiquement le glas d'une certaine vie de l'esprit qui ne demandait essentiellement que du temps pour lire, penser et écrire, la « recherche » et les « fonds » qui lui sont obligatoirement associés semblent devenus le lieu par excellence de la conversion de l'activité universitaire en devises néolibérales³.

L'HUMANITÉ CONVERSANT AVEC ELLE-MÊME

Cette prééminence de la recherche subventionnée et sa survalorisation au détriment des autres activités professorales tendent à bien des égards à secondariser progressivement l'enseignement au sein des universités, comme en témoigneraient la désertion des professeurs et la présence massives des « surchargés de cours » dans l'enseignement au premier cycle. Par là, c'est le « cœur vibrant de la mission universitaire » qui se trouve touché, s'il est vrai que ce qui caractérise l'enseignement à l'université, c'est, selon la belle définition qu'offre l'essayiste, « son ambition à faire pénétrer chacun des étudiants dans une tradition intellectuelle qui institue une relation critique avec [une] activité professionnelle ou [un] effort de théorisation, de manière à faire de lui un participant à ce qui, en bout de piste, n'est rien de moins que la grande conversation critique que l'humanité entretient avec elle-même ». La continuité de cette « grande conversation » humaine, à travers laquelle on s'inscrit dans une tradition intellectuelle tout en entretenant un rapport éclairé et critique avec elle, est intimement liée à la « relation dynamique entre enseignement et recherche qui doit caractériser l'université », d'après Baillargeon. Or c'est précisément cette relation qui se trouverait menacée aujourd'hui et ce, non pas principalement à cause d'une gestionite malade qui tiendrait dans sa mire les programmes non rentables et dont on peut accabler les hauts cadres universitaires, mais en raison de ce que l'essayiste ose nommer, après Aline Giroux, « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire à cause de la complicité des professeurs eux-mêmes qui, trop occupés par la chasse aux subventions, tendraient à délaisser, tant dans la recherche que dans l'enseignement, « cet espace de réflexion normative » : « [d]ans le domaine qui est le mien, la chose est frappante : la très riche tradition de réflexion philosophique et pédagogique sur l'éducation est désormais pratiquement ignorée ».

DE L'ÂME ET DU RÊVE

En regard des différents ouvrages qui témoignent de la « crise » des universités d'ici et d'ailleurs, ce qui singularise ce petit livre est certainement sa tentative de mettre en évidence la contribution de cet « ennemi intérieur » à la « débâcle intellectuelle et académique de l'université en général ». L'essai s'ouvre d'ailleurs sur une citation de Burke qui épingle d'emblée cette réalité : « All it takes for evil to

exist is for good people to do nothing. » Se référant au livre d'Aline Giroux, publié chez Liber en 1999 et intitulé de façon fort troublante *Le pacte faustien des universitaires*, Baillargeon ne s'appesantit cependant pas sur les raisons (« ignorance », « aveuglement » ou « intérêt personnel », propose-t-il) qui peuvent expliquer que les universitaires cèdent à la tentation de vendre ainsi leur âme au vilain, de renoncer « à la part d'eux-mêmes la plus précieuse, la plus unique et la plus irremplaçable » pour devenir des petits « PDG » de « PME ». Sonder l'âme des universitaires et se questionner sur la charge symbolique de ces références, pétrées de religieux, au Diable et au mal (*evil*), n'est assurément pas ce qui intéresse l'auteur. En guise d'exorcisme, l'essai se clôt plutôt sur des propositions extrêmement stimulantes qui sollicitent directement les professeurs en les invitant à défendre bec et ongles leur liberté académique, à refuser de participer à toute activité qui transgresse la mission propre de leur institution et à offrir, à l'instar de Chomsky au MIT, un enseignement libre et parallèle, ouvert à tous, revitalisant l'idée d'éducation populaire — propositions dont les résonances sont d'autant plus fortes après le printemps 2012 qui a fait naître quelques initiatives en ce sens.

Plus encore, Baillargeon rappelle les diverses sécessions par lesquelles l'université a pu se « régénérer » à travers son histoire (dont celle, la plus récente, qui est à l'origine de la New School of Social Research de New York) et se permet lui aussi de fantasmer : « j'imagine facilement une cinquantaine de professeurs accompagnés de quelque trois cents étudiants fondant tous ensemble un Institut universitaire voué au Studium Generale, à l'abri des désormais sclérosants contrôles extérieurs administratifs et bureaucratiques et des ennemis intérieurs aux mille visages, et sortant de la logique de la production et de la croissance à tout prix, dans le but de fonder une véritable communauté intellectuelle. » Le plus réjouissant et le plus intempestif, alors que de toutes parts on ne parle que de ça, réside peut-être dans le fait que Baillargeon se réserve le luxe de ne pas trop s'embarasser des questions de financement que soulèvent d'emblée ces propositions. On a « encore », espère l'essayiste, « le droit de rêver ». L'appel sacré de la horde se fait entendre à mes oreilles. La clameur est sourde, mais elle persiste... †

1. Michel Freitag, « L'université aujourd'hui : les enjeux du maintien de sa mission institutionnelle d'orientation de la société », dans Gilles Gagné (dir.), *Main basse sur l'éducation*, Nota bene, 1999, p. 237-294.

2. Voir Charlotte Nordmann, *La fabrique de l'impuissance 2. L'école, entre domination et émancipation*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.

3. Rappelons que Freitag allait plus loin encore dans sa dénonciation de l'application du modèle de la recherche subventionnée dans les sciences humaines : « Pour résumer, disons que la prédominance du modèle de la "recherche" dans les sciences humaines (aussi bien dans les activités cognitives que dans les pratiques de formation) ne signifie rien d'autre que leur conversion en entreprises technocratiques de gestion et de contrôle » (Michel Freitag, « L'université aujourd'hui », *loc. cit.*, p. 271). Dans certains domaines comme la littérature, plus ou moins récupérable par le capitalisme cognitif et pour le contrôle social, c'est peut-être essentiellement au contrôle et à la gestion d'eux-mêmes que les universitaires vaquent, sous l'œil glauque des subventionnaires...